

## Texte action, congrès FSU-SD76, janvier 2022.

Depuis deux ans, la crise sanitaire nous place dans des situations extrêmement complexes tant du point de vue personnel et social, que du point de vue professionnel. La gestion de crise est catastrophique et sans anticipation, parfois appuyée sur l'avis d'épidémiologistes, souvent opportuniste pour soutenir les intérêts économiques. Le gouvernement profite par ailleurs de cette crise pour mettre en œuvre une politique autoritaire et des dispositifs liberticides.

Dans l'éducation, la rentrée de janvier vient de se faire dans des conditions chaotiques. Le nouveau protocole est insécurisant pour les personnels, les élèves et les familles. Il a été diffusé par voie de presse la veille au soir, au mépris du terrain. La désorganisation est largement amplifiée par le manque de personnels et le manque de matériel. Le ministre Blanquer n'est plus légitime, stop au mépris, stop aux mensonges !

La FSU76 appelle, avec l'ensemble des organisations syndicales, les personnels à se mobiliser le 13 janvier : 10H au Volcan au Havre, 10H30 à l'inspection académique de Rouen et 10H30 sur le parvis de la mairie à Dieppe.

La mobilisation du 13 doit être l'occasion d'échanger avec tou-tes nos collègues, notamment via des AG, sur la faiblesse de moyens révélée pour faire face à cette situation, mais aussi les problèmes plus structurels conséquences d'années de suppression de postes (via les DHG, la carte scolaire...) et de réformes délétères. Depuis le début de la crise, les services publics, dont l'école, ont largement fait la preuve de leur nécessité.

La FSU proposera aux autres organisations syndicales, à la FCPE et aux organisations lycéennes une mobilisation éducation complémentaire pour articuler les revendications sanitaires et de moyens.

C'est aussi l'occasion de les mobiliser sur des questions plus générales autour des salaires et de l'emploi. La question des créations de postes et de pouvoir d'achat est un enjeu majeur de la période. Une prochaine date nationale interpro de grève sur le sujet est posée pour le 27 janvier.

La FSU 76 prendra toute sa part dans cette mobilisation pour exiger de vraies améliorations.

En parallèle de la question des salaires, c'est aussi la lutte contre la précarité qui est d'actualité : les collègues contractuel-les sont bien souvent très mal payé-es... De manière corrélée, ce sont statistiquement plus souvent des femmes qui subissent cette situation. La FSU 76 entend porter la lutte contre la précarité dans toutes les instances où elle siège. Elle accompagnera au plus près les collègues AESH mobilisés, dont la journée du 27 est aussi leur journée d'action.

Les conditions de travail sont toujours plus dégradées, dans l'ensemble des services, écoles et établissements scolaires. De plus en plus d'agent-es voient leur santé se dégrader à cause de leurs conditions d'exercice : suppressions de postes, mobilités forcées, alourdissement de la charge de travail, perte de sens du métier et injonctions contradictoires...

L'Etat-employeur n'est plus en capacité de protéger ses agents, trop souvent renvoyés à leur responsabilité individuelle et leur culpabilité. La FSU portera la défense des conditions de travail des agents dans toutes les instances où elle siège, et plus largement, dans les différentes mobilisations.

La FSU continuera à lutter pour garantir les meilleures conditions de sécurité pour tou-tes les agent-es. Elle défend une campagne de vaccination massive mais aussi la levée des brevets sur ces vaccins à l'échelle internationale. Elle soutient les mobilisations de défense de l'hôpital public.

Début février, les retraité-es de la FSU avec le groupe des 9, fera état du courrier solennel à E. Macron et préparera la journée d'action régionale du 24 mars. Cette mobilisation est rendue plus nécessaire encore par la proximité des échéances électorales de ce printemps.

Par ailleurs, pour faire progresser ses choix émancipateurs, elle poursuit son travail au niveau départemental, en lien avec ses engagements nationaux.

L'urgence climatique est également au cœur de notre action syndicale : la FSU 76 continue de prendre sa place dans les luttes pour le climat ou les manifestations en lien avec le collectif Lubrizol, pour la vérité et la transparence, et le collectif "Non à l'autoroute A133-A134" contre les grands projets inutiles imposés etc. Elle poursuit cette implication au travers de la Coalition Climat, mais aussi de manière complémentaire au travers du collectif « plus jamais ça ».

Le 14 janvier a été déclaré journée « administration morte » dans les établissements scolaires contre le projet de loi, dit 3DS, qui comporte un article 41 qui vise à mettre l'adjoint gestionnaire sous la coupe de la collectivité territoriale de rattachement. L'intersyndicale normande prévoit un rassemblement le 14 janvier devant le rectorat de Rouen à 13h30. La FSU y prendra toute sa part.

La FSU appelle aux actions pour les droits des femmes qui seront organisées le 8 mars dans le département, et s'engage pleinement dans la construction de la grève féministe ce jour là.

La FSU 76 s'oppose à l'organisation de 2 séjours du Service National Universel, en février et juin 2022 au lycée privé de Mesnières-en-bray. Elle réaffirme que ces séjours ne peuvent faire l'objet d'une PFMP (ne peuvent valoir comme une période de formation en milieu professionnel).

La séquence qui vient sera marquée par les élections présidentielles et législatives. La FSU 76 entend porter ses thématiques et analyses auprès des candidat·es aux élections législatives, en particulier pour l'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction Publique qui détruit les garanties collectives et sape le statut. Elle organisera par ailleurs, une campagne intersyndicale auprès des collègues pour alerter sur les conséquences néfastes des votes extrême-droite, en lien avec VISA.

Nous constatons une dérive idéologique profonde d'une partie de l'échiquier politique, une extrême-droitisation des esprits. La FSU 76 entend prendre toute sa part dans la lutte contre cette dérive dangereuse.

La défense et le développement des libertés, l'accueil des exilé·es, la scolarisation des enfants et des jeunes sont des enjeux essentiels. La FSU développera les analyses auprès des collègues, continuera à prendre toute sa place dans les collectifs (et en particulier le RESF, le CDLF) et appelle à participer aux différentes actions qu'ils organisent.

- 23 février à 20h - Halle aux Toiles : conférence débat avec François Héran et Claire Rodier (GISTI)
- 21 mars journée anti-raciste (modalités à préciser)

En plein congrès, la FSU 76 a appris l'expulsion par les forces de l'ordre des Jardins Joyeux occupés depuis juin dernier alors que nous sommes en plein trêve hivernale ! Ce sont des familles entières, des mineur·es isolé·es qui ont été chassé·es. Nous demandons le relogement de tou·tes et la levée immédiate des gardes à vue. La FSU 76 continuera à apporter son soutien à ce tiers lieu et à ses occupant·es notamment lors du rassemblement du mardi 11 janvier 18h.

Le contexte sanitaire, la destruction de nos métiers, de nos statuts, et de nos pensions nécessite de construire un rapport de force par la mobilisation la plus large et sur la durée de l'ensemble de nos professions pour imposer des mesures sociales et de progrès. La FSU se rendra pleinement disponible pour cela.

-----  
**Voeu du congrès FSU 76 à l'attention du Préfet**

M. le Préfet, le congrès de la FSU de Seine Maritime s'adresse solennellement à vous pour vous demander de modifier l'organisation de l'accueil des étranger·es en préfecture afin de l'humaniser, de leur permettre de pouvoir prendre facilement rendez-vous en préfecture, de les accueillir avec bienveillance et d'appliquer les directives qui vous permettent de les régulariser, en particulier la circulaire Valls.  
Veuillez croire, Monsieur le préfet, en notre attachement aux valeurs de la République.

-----  
**Voeu du congrès FSU 76 à l'attention du DASEN**

M. le DASEN, le congrès de la FSU de Seine Maritime s'adresse solennellement à vous pour vous rappeler son attachement indéfectible au droit à l'éducation reconnu à la fois par la Déclaration Universelle des droits de l'Homme et le préambule de la constitution de la cinquième république. Le congrès vous demande de tout mettre en œuvre pour la scolarisation de tous les jeunes français·es ou étranger·es, mineur·es ou majeur·es.  
Veuillez croire, Monsieur le DASEN, en notre attachement aux valeurs de la République.